

Les sanctions b et c sont prononcées par arrêté du ministre chargé des sports, sur proposition des services académiques et départementaux de la jeunesse et des sports compétents, après consultation des présidents nationaux des organisations amateurs et professionnelles figurant au jury de l'examen de maître nageur sauveteur.

Dans tous les cas, l'intéressé reçoit notification des griefs formulés à son encontre et est invité à fournir des explications écrites dans le délai maximum de quinze jours.

Toute poursuite pénale engagée sur l'initiative du ministère public pour des crimes ou délits résultant d'une faute professionnelle grave d'un maître nageur sauveteur entraîne l'interdiction temporaire d'exercer la profession.

Art. 8. — Les services académiques de la jeunesse et des sports organisent chaque année, dans le courant du mois de mai, un examen de révision.

Cet examen comporte les épreuves suivantes, éliminatoires et non cotées :

a) Trois plongées successives de dix secondes départ dans l'eau, sans parcours, et repos de dix secondes entre deux plongées. Le candidat effectue son départ « en canard » dans l'eau, sans appui contre une paroi verticale, et accomplit des évolutions sans émerger, sans reprendre pied et sans se tenir par les mains ou les jambes au cours de l'ensemble de l'épreuve et au départ ;

b) Un plongeon ordinaire « libre » de trois mètres, suivi d'un parcours de dix mètres en surface, d'un plongeon dit « en canard » de la recherche d'un mannequin immergé par fond de 2,50 mètres à 3,50 mètres et si possible par fond de 3 mètres, du maintien et du transport du mannequin pendant une minute sur parcours défini.

La recherche peut comprendre trois plongées au maximum et doit prendre fin au bout de trois minutes. L'épreuve est chronométrée à compter de la première plongée « en canard ». L'épreuve doit être accomplie sans que le candidat reprenne pied.

Le poids du mannequin, posé dans l'eau à 1 mètre de profondeur, doit être de 1,500 kg ;

c) Action du sauveteur sur le noyé (prises de sauvetage — comment se dégager des prises du noyé [méthodes de réanimation]).

Le chef du service académique de la jeunesse et des sports compétent délivre aux candidats reçus un certificat attestant leur succès.

Pour passer les épreuves, les candidats doivent être revêtus de la tenue suivante :

- Une paire de sandales ;
- Un pantalon ou jupe ;
- Une chemisette ou maillot.

Art. 9. — Le jury de l'examen prévu à l'article précédent est composé de la même manière que le jury de l'examen de maître nageur sauveteur tel qu'il est organisé par l'arrêté interministériel du 31 juillet 1951, modifié par les arrêtés du 1<sup>er</sup> août 1952 et du 48 mai 1954.

Art. 10. — Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1959.

Art. 11. — Le directeur général de la jeunesse et des sports, le directeur général de l'administration départementale et communale et le préfet, chef du service national de la protection civile, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française et affiché.

Fait à Paris, le 15 mars 1958.

*Le ministre de l'éducation nationale,  
de la jeunesse et des sports,*  
RENÉ BILLÈRES.

*Le ministre de l'intérieur,*  
MAURICE BOURGES-MAUNOURY.

#### Conditions d'attribution du diplôme de maître nageur sauveteur à des professeurs, maîtres et maîtresses d'éducation physique et sportive.

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 51-662 du 24 mai 1951 assurant la sécurité dans les établissements de natation ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1951 et celui du 1<sup>er</sup> août 1952 fixant la composition des jurys et les épreuves de l'examen ;

Vu l'arrêté du 12 mai 1953 complété par l'arrêté du 30 octobre 1954 relatifs à l'attribution du diplôme de maître nageur sauveteur à certaines catégories de professeurs, maîtres et maîtresses d'éducation physique et sportive ;

Vu les avis des commissions d'examen des titres valables pour l'attribution du diplôme par équivalence ;

Sur la proposition du directeur général de la jeunesse et des sports,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions relatives aux équivalences prévues aux paragraphes 2, 3, 4 de l'article 2 de l'arrêté du 12 mai 1953 sont prorogées jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1958 pour les titres obtenus en 1955 et 1956, sous réserve que les intéressés aient satisfait en outre aux épreuves d'apnée et de recherche du mannequin prévues par les arrêtés des 31 juillet 1951 et 1<sup>er</sup> août 1952.

Art. 2. — Le diplôme de maître nageur sauveteur pourra être attribué par équivalence de titres aux personnes qui auront obtenu à partir de 1957 les diplômes de professeur, maître ou maîtresse d'éducation physique et sportive, sous réserve qu'elles aient subi au cours des examens de leur scolarité, devant le jury d'examen, des épreuves entièrement équivalentes, y compris les épreuves d'apnée et de recherche du mannequin, à celles qui sont définies à l'article 6 de l'arrêté du 31 juillet 1951, modifié par les arrêtés du 1<sup>er</sup> août 1952 et du 18 mai 1954.

Art. 3. — Sous peine de forclusion, les demandes de diplôme par équivalence de titres en application des arrêtés des 31 juillet 1951, 12 mai 1953 et de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté devront être formulées pour la date limite du 31 décembre 1958.

Fait à Paris, le 15 mars 1958.

*Le ministre de l'éducation nationale,  
de la jeunesse et des sports,*  
RENÉ BILLÈRES.

Pour le ministre de l'intérieur et par délégation :

*Le conseiller technique,*  
HENRI CARRIER.

#### Administration centrale.

Par arrêté du 15 avril 1958, M. Puissochet (Alphonse), instituteur de 1<sup>re</sup> classe du cadre des instituteurs du degré complémentaire du service de l'enseignement en Indochine, en fonctions au ministère des affaires étrangères, est intégré le 1<sup>er</sup> janvier 1958 au corps des agents supérieurs du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports en qualité d'agent supérieur de 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (indice brut 545), avec une ancienneté dans l'échelon fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1957.

Par arrêté du 15 avril 1958, Mme Siau, née Febvre (Renée), adjoint administratif chef de groupe à l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, est détachée dans un emploi contractuel de secrétaire rédacteur au centre national de la recherche scientifique pour une durée de cinq ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957.

#### Archives.

Par arrêté du 15 avril 1958, le détachement de Mlle Rose-Anne Parent, conservateur d'archives de 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon, auprès de la présidence du conseil des ministres est prolongé pour une durée de deux mois allant du 1<sup>er</sup> janvier au 28 février 1958.

Mlle Parent est placée en position de détachement pour une période de trois ans, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1958, auprès du ministre de la France d'outre-mer pour servir en Afrique équatoriale française.

#### Enseignement technique.

Par arrêté du 15 avril 1958, M. Mathiot (Jacques), professeur de collège technique, 1<sup>er</sup> échelon (sous réserve de reclassement ultérieur), est placé en service détaché auprès du secrétaire d'Etat aux forces armées (air) en vue d'exercer ses fonctions à l'école des apprentis mécaniciens de Rochefort, pour une période de trois années à compter du 16 septembre 1957.

Par arrêté du 15 avril 1958, M. Mouis (Jean), professeur de collège technique, 1<sup>er</sup> échelon (sous réserve de reclassement ultérieur), est placé en service détaché auprès du secrétaire d'Etat aux forces armées (air) en vue d'exercer ses fonctions à l'école des apprentis mécaniciens de Saintes, pour une période de trois années à compter du 16 septembre 1957.

Par arrêté du 15 avril 1958, Mme Mouis (Emma), professeur de collège technique, 1<sup>er</sup> échelon (sous réserve de reclassement ultérieur), est placée en service détaché auprès du secrétaire d'Etat aux forces armées (air), en vue d'exercer ses fonctions à l'école des apprentis mécaniciens de Saintes, pour une période de trois années à compter du 16 septembre 1957.

#### Jeunesse et sports.

Par arrêté du 15 avril 1958, M. Lorrain (Maurice), inspecteur de la jeunesse et des sports (1<sup>re</sup> classe, cadre Seine et Seine-et-Oise) au service académique de la jeunesse et des sports de Paris, est placé en position de détachement d'office, pour une période de cinq ans, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1956, auprès de l'école normale supérieure d'éducation physique de jeunes gens, en vue d'exercer les fonctions de directeur.